



Sri Lanka : « rétablir » la vérité!

Par [Jean-Pierre Page](#)

Mondialisation.ca, 14 novembre 2018

Région : [Asie](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

« Ce sont les masses qui font l'histoire » Karl Marx

« Rien n'est absolu, tout est changement, tout est mouvement, tout est révolution, tout s'envole et s'en va ! » Frida Kahlo[1]

En dépit de toutes les manœuvres, des menaces, des pressions, des mensonges, il aura fallu très exactement deux semaines pour que s'impose un changement d'orientation politique au Sri Lanka ! Le Parlement est dissous, il y aura des élections générales, c'est ce que revendiquait le peuple et pour lui c'est une première victoire.

Dans l'état actuel des choses, c'est un échec pour les recettes néo-libérales du gouvernement de droite, pour leurs politiciens. Dans cette région du monde si stratégique, située au milieu de l'Océan Indien sur les routes d'approvisionnement entre le Moyen-Orient et l'Asie orientale[2], c'est aussi le cas pour les objectifs géo politiques des Etats Unis et leurs alliés. Ce dernier aspect n'étant pas le moins important !

Avec cette situation inédite et contrairement à ce que les médias occidentaux continuent à affirmer, on n'en est plus au débat sur la constitutionnalité ou la non-constitutionnalité des décisions prises. C'est le peuple et lui seul qui a fixé le calendrier, il est celui qui donne sa légitimité à une décision inédite dans l'histoire du pays. Sans doute un des actes politiques parmi les plus importants depuis l'indépendance !

Le 9 novembre 2018 à 22h48, le Président Sirisena a signé le décret de dissolution du Parlement et annoncé pour le 5 janvier 2019 des élections générales[3]. Les forces conservatrices, celles de l'impérialisme et ses vassaux n'attendaient pas cette décision, la surprise est totale. Ils s'en étranglent de fureur!

Bien sûr, rien n'est définitif et l'on serait tenté de dire que la bataille ne fait que commencer, tant est grand le dépit de ceux qui ont perdu une partie de leur pouvoir. Toutefois ce qui importe, c'est que l'initiative a changé de camp, elle s'appuie dorénavant sur une volonté populaire, celle d'accélérer le processus de changement ouvert le 26 octobre! Cette décision n'est pas tombée du ciel et n'a été octroyée par personne. Elle est le résultat d'un mouvement conscient et responsable qui donne tout son sens à l'expression de la souveraineté populaire.

Il va falloir maintenant transformer l'espoir en action. Les élections générales doivent être la prochaine étape pour confirmer l'aspiration au changement. On ne pourra pas faire l'économie de la mobilisation des masses, particulièrement celle des travailleurs et encore moins attendre que ceux-ci délèguent leur pouvoir à des partis politiques souvent discrédités.. Il va falloir compter sur ses propres forces, se prendre en charge et se hisser à

la hauteur de ce que ces évènements exigent. Là, est l'enjeu !

Mais comment en est, on arriver là ? Petit retour en arrière !



Le 26 octobre 2018, Ranil Wickremesinghe Premier ministre Sri Lankais admirait les vagues, le flux et le reflux de l'Océan Indien depuis une magnifique villa coloniale de Galle[4]. En cette période de mousson, la soirée était exceptionnellement douce.

Fort éloigné de l'île dont Octave Mirbeau[5]disait qu'elle était sur terre à l'image du paradis, les futurs ambassadeurs des Etats Unis et de France préparaient leurs bagages pour rejoindre en début de semaine leurs postes à Colombo. Ca serait un week-end agréable! Pas tout a fait quand même, car les évènements allaient se précipiter!

Depuis longtemps les désaccords se multipliaient au sein du gouvernement « d'union nationale », en réalité entre le Président et son Premier ministre, entre l'UNP[6]et le SLFP-UPFA[7]. Plusieurs mois plutôt, Sirisena [8]avait d'ailleurs proposé au Président du Parlement Karu Jayasurya[9], puis à Sajit Premadassa le numéro deux du parti UNP de prendre la place de R.W[10], mais en vain ! La tension était permanente, R.W pratiquant à l'égard du Président la méthode du fait accompli. De plus, il tenait d'une main de fer son parti en veillant à ce que les jeunes loups restent à leur place ce qui n'était pas sans susciter depuis longtemps des oppositions et des tensions internes. Le pouvoir était déstabilisé par les querelles politiques incessantes.

Mais d'abord qui est Ranil Wrickemensighe ?

Il vient de cette aristocratie élitiste caractéristique de la capitale, celle que l'on nomme ceux de Colombo7, le 16^ede Paris ou le Neully au choix. Elève du Royal Collège[11]. Il est autoritaire et arrogant, avec ce fort sentiment de supériorité qui le tient toujours éloigné du peuple, utilisant l'anglais comme sa langue maternelle, néo libéral de conviction. Il aime que les diplomates et les médias occidentaux s'adressent familièrement à lui comme « Ranil ». Son milieu est celui des cercles occidentaux qu'il cultive depuis des années, il est le chouchou des ONG et des cercles pro- LGBTQ comme plusieurs membres de son gouvernement. Il voue une haine féroce, de classe pourrait, on dire à des « paysans » comme Mahinda Rajapaksa et Sirisena, élus provinciaux dont l'anglais est approximatif. Au lendemain du 26 octobre il était par conséquent dans l'ordre des choses qu'il s'adresse en priorité à des diplomates occidentaux plutôt que de s'adresser au peuple.

Pendant ce temps, s'accélérait la crise économique, la chute spectaculaire de la roupie faisait craindre le pire ! L'exaspération des Sri Lankais était à son comble ! Un mois plutôt, le Président avait évoqué une tentative d'assassinat contre lui et Gotabaya Rajapaksa[12], frère de l'ancien Président et probable candidat aux prochaines élections présidentielles.

L'affaire prenait de l'ampleur avec l'implication possible de ministres, et des services d'intelligence indienne, le RAW[13]. Constitutionnellement la réalisation d'un tel projet aurait permis l'accès à la présidence du Premier ministre. Malgré les interpellations du Président, des arrestations et des preuves jugées comme irréfutables, le chef du gouvernement s'était refusé à toutes enquêtes sur la véracité d'une telle menace. Mais ce n'était pas tout, il semblait confirmé qu'un projet d'impeachment du Président était également en préparation. Ces intentions furent sans doute la goutte qui fit déborder le vase !

Après que l'UPFA-SLFP, eu finalement eut annoncé le 26 octobre en fin de journée son retrait du gouvernement, une autre nouvelle allait tomber 46 minutes exactement plus tard! Tirant les conséquences de l'importante décision politique de son propre parti, qui mettait un terme à l'existence du gouvernement « d'Union Nationale », le Président Sirisena décidait de remplacer le Premier ministre par l'ancien président Mahinda Rajapaksa[14] qui dans la foulée prenait immédiatement ses fonctions! La nouvelle était relayée par les radios et les télévisions et faisait l'effet d'un formidable coup de tonnerre. Le président décidait par ailleurs de suspendre les travaux du Parlement et de les faire reprendre dix jours plus tard à la date initialement prévue. Finalement, celui-ci se réunirait le 14 novembre au lieu du 5 novembre, mais nul n'envisageait encore la dissolution et de prochaines élections générales.

En cette période de météo incertaine et de pluies abondantes ces décisions totalement inédites, mettaient fin aux 3 années chaotiques du pouvoir absolu de l'ultra conservateur Ranil Wickremesinghe. Spontanément et à leur manière les gens de la rue saluaient l'évènement en exprimant leur joie, au son des pétards. Les quartiers populaires de Colombo étaient en fête. La suite allait montrer qu'au-delà des réjouissances la suite des évènements allait se révéler plus compliquée !

Rapatrié et exfiltré d'urgence à Colombo, l'ex-premier ministre se « bunkerisait » dans sa résidence de « Temple Trees [15] » qu'il transformait en « Fort Chabrol » et forum soixante-huitard permanent. On se préparait à un siège sous les regards amusés des passants. R.W. battait le rappel de ses proches, des dirigeants de son parti UNP, de ses parlementaires, de ses gardes du corps, et de diplomates occidentaux triés sur le volet ! Pour sauver la démocratie, on allait s'il le fallait, se battre jusqu'à la mort! Pour confirmer cette intention certains s'étaient déjà vêtus en « Battle dress ». Contestant la décision présidentielle R.W. décidait en accord avec ses partenaires étrangers de se déclarer toujours en fonction. Invoquant le respect de la Constitution, et l'indispensable convocation séance tenante du Parlement, il jugeait la décision présidentielle illégale et anticonstitutionnelle. Rien que ça !

Dès son arrivée au pouvoir, 3 ans auparavant, il avait de façon prémonitoire fait modifier la constitution, qui interprétée abusivement comme il le faisait maintenant mettait fin par le nouvel article 19, à l'une des prérogatives du président, celle discrétionnaire de changer de Premier ministre quand il le décidait.

Mais en vérité la constitution même modifiée ne disait pas ça ! On n'en était pas là !

Le Président Sirisena lui, avait fait ce choix en conscience en conformité avec la Constitution dont il respectait l'esprit et la lettre. Ce qui en fait posait problème, c'est qu'il l'avait fait au bénéfice de Mahinda Rajapaksa[16] qu'il avait précédemment trahi puis écarté du pouvoir à travers les élections présidentielles de janvier 2015, confirmé en juin de la même année par des élections générales qui avaient donné la victoire à l'UNP associé

ensuite à une fraction minoritaire du SLFP-UPFA et quelques autres petits partis communautaristes(ethniques ou religieux).

En cette fin octobre 2018, un autre évènement intervenait, électoral celui-ci : les élections brésiliennes ! Elles allaient apporter à cet évènement Sri Lankais un éclairage supplémentaire à travers une coïncidence inattendue. Qu'elle était donc le point commun entre les hommes politiques de ces deux pays si géographiquement éloignés, le Brésil avec ses plus de 200 millions d'habitants, le Sri Lanka avec dix fois moins[17]. Tout simplement un fait: le super ministre de l'économie brésilienne de Jair Bolsonaro[18], Paulo Guedes[19], et l'ex premier ministre Sri Lankais déchu Ranil Wickremesinghe avaient en commun d'être des proches, des partisans inconditionnels de la dictature de la finance mondialisée et d'un néo libéralisme forcené. Tous deux amis de Georges Soros, l'apôtre des «révolutions de couleurs » et de son "Open society", et tous deux membres de la très confidentielle « Société du Mont Pèlerin »[20](SMP).



Paulo Guedes, futur ministre de l'économie, Jair Bolsonaro, président élu du Brésil qui entrera en fonction en janvier 2019. Source de la photo : latinamericanpost.com

La « SMP » comme on l'appelle familièrement est une Fondation internationale tentaculaire et influente fanatique de privatisations à outrance, du tout à l'export, d'un marché totalement déréglementé, du strict minimum social, d'un alignement aveugle sur les ambitions géopolitiques des néo conservateurs américain[21], d'une transformation absolue de l'état au service du Capital, d'une restriction de l'usage fait de toutes les institutions démocratiques, des libertés individuelles et collectives allant du droit syndical à celui des partis politiques comme à la liberté de la presse, d'un anticommunisme hystérique. Pinochet avait en l'appliquant fait de cette idéologie réactionnaire une référence et un modèle, c'est tout dire. Depuis 3 ans, les Sri Lankais en payaient le prix ! Dans de telles circonstances, il n'était pas inutile de souligner le voisinage idéologique entre Paulo Guèdes et Ranil Wickremensinghe ces deux militants de l'extrémisme libéral et leur goût déclaré pour les dictatures et les régimes autoritaires. A des milliers de kilomètres l'un de l'autre, l'un accédait au pouvoir, l'autre le perdait.

Evidemment on pourrait dire que si les Brésiliens ont insuffisamment gardé la mémoire du prix sanglant qu'ils durent payer à la dictature militaire, les Sri Lankais, eux, ont sans doute une mémoire plus vive due à l'effondrement social, à la faillite économique et monétaire, au démantèlement de leur état, comme au recul de leur souveraineté nationale dont ils sont aujourd'hui les témoins et surtout les victimes.

En effet, leurs conditions de vie sont devenues chaque jour plus insupportables. C'est sans doute pourquoi Ranil Wickremesinghe et son ex-gouvernement sont devenus à un point « haïs » par le peuple que l'on a du mal à apprécier l'ampleur du rejet dont ils font l'objet. Pour autant, si leur chute était prévisible et souhaitée nul ne s'imaginait qu'elle interviendrait si rapidement et si soudainement à commencer par R.W lui-même. La surprise fut également celle de ceux qui le « cornaquaient »[22] c'est-à-dire principalement les Etats-Unis, leurs alliés européens, le Japon et l'Inde, inquiets de voir dans la région la perspective de perdre un allié sur lequel on pouvait compter, même si il était politiquement instable. D'ailleurs ils ne sont toujours pas revenus de cette succession d'évènements inattendus.

Les ambassades occidentales qui faillirent à leur devoir de vigilance et d'anticipation, se sont très vite rattrapées en punissant les Sri Lankais par la violence de leurs commentaires, leurs exigences néo- coloniales et l'annonce de menaces de sanctions comme la suspension immédiate de tout programme de coopération économique, l'appel aux touristes à renoncer à leur voyage au Sri Lanka, sachant que cette activité constitue un des revenus importants du pays. Les Européens jamais en reste ajoutaient au paquet la perspective de retrait du système de préférence GSP+. [23]Mais, ce n'était pas tout, selon R.W, les Etats Unis et le Japon avaient décidé de geler pour plus d'un milliard de dollars US de projets de développement dont 480 millions pour les seuls USA. Cela permit à Mangala Samaraweera le Ministre de l'Economie d'annoncer sans rire le prochain effondrement économique du pays[24]. Le FMI quant à lui n'avait pas fait mystère de son intention de faire suivre ce mouvement par des menaces et pressions en suspendant le paiement de ses prêts.[25]Samantha Powers[26] proche des dirigeants Sri Lankais exigeait la prompte convocation du Parlement. Comme cela ne suffisait pas le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, fit intervenir en violation de son mandat Hanaa Singer la représentante coordinatrice de l'ONU à Colombo.[27]

Quant à l'ancienne puissance coloniale britannique, elle se surpassait en donnant ses instructions sur « la marche à suivre » que devrait appliquer « scrupuleusement » le Président Sirisena, puis en le mettant en garde solennellement quant à la sécurité physique de Ranil Wikremesinghe. Deux semaines plus tôt Jeremy Hunt[28]n'avait pas montré la même sollicitude quant à la tentative d'assassinat du Président Sri Lankais. Il fallut depuis la chambre des communes l'intervention ferme et solennelle d'un Lord, le Baron Naseby pour rappeler à l'ordre le « Foreign office » et souligner que le Sri Lanka était indépendant, qu'il fallait respecter sa souveraineté et que le changement de Premier ministre par Sirisena était légitime[29]. On aura donc tout fait et tout vu, dans l'imbroglio politique Sri Lankais. Pas encore l'intervention de la 7^eflotte de l'US Navy, mais certains avaient du y penser !

La surprise fut donc totale, elle ne fut pas étrangère à son immédiat impact politique national, international et aussi régional l'Inde considérant le Sri Lanka comme sa zone d'influence[30]. Les différents protagonistes se trouvaient tous placés au pied du mur! Internationalement, le rapport de force dans cette région si stratégique pouvant être modifié, les pressions de toutes sortes se sont immédiatement manifestées avec l'objectif évident d'internationaliser ce qui était avant tout un problème politique interne au Sri Lanka.

En voulant écarter le risque de toute intervention populaire, c'était en violation des usages internationaux l'objectif recherché par R.W[31]et sa rencontre immédiate avec un groupe d'Ambassadeurs occidentaux et la coordinatrice de l'ONU.

Non sans humour c'est dans ces circonstances que l'Ambassadeur de Chine à Colombo vint très vite rendre visite à Mahinda Rajapaksa pour lui transmettre un message de félicitations du Président Xi Jinping, puis il se rendit protocolairement chez Ranil Wickremesinghe[32].

Cette situation radicalement nouvelle a donc ouvert une période d'incertitudes du fait de l'instabilité du pays et de la situation conflictuelle en Asie du Sud Est, caractérisé par d'importants changements politiques dans plusieurs pays, guerre commerciale et perspective de guerre tout court. Les menaces irresponsables de sanctions internationales invoquées par les pays occidentaux n'étant faites que dans le but de maintenir la Chine à distance en attisant la tension avec l'intention de donner une autre dimension à ce qui est dorénavant présenté à l'Ouest comme « la CRISE Sri Lankaise ». Cette manière de faire permettant également de rappeler et légitimer les contraintes de la résolution d'octobre 2015 soutenue et approuvée au Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève par les USA et incroyablement par le gouvernement de R.W.

Il faut insister ici sur ce précédent, cette ingérence inacceptable des pays riches, cette prétention néo coloniale sont en fait des violations du droit international, une mise en cause des principes mêmes de souveraineté et d'égalité des états, de l'auto détermination des peuples à choisir le régime politique de leur choix, autant de valeurs inscrites dans la Charte des Nations Unies qui une fois de plus dans ce cas comme dans d'autres restent lettre morte!

Toutefois, si cette situation est de ce fait à hauts risques, elle n'est pas paradoxalement sans révéler des opportunités. Elle peut contribuer à une mobilisation sociale et politique, consciente et indispensable du peuple Sri Lankais, à un soutien international, pour mettre en échec les prétentions impérialistes. Plus généralement elle peut éveiller un espoir pour tous ceux et celles qui cherchent à s'émanciper d'une vision du monde reposant sur ce néo libéralisme prédateur, le chaos, ce dogme de l'hégémonie et de la suprématie américaine comme de ses guerres sans fins.

On a rien sans rien, cette bataille pour le respect de la souveraineté populaire doit être menée partout, à commencer dans les pays développés comme particulièrement en Europe, c'est-à-dire partout où se trouvent les centres de décisions. Cela implique de donner du contenu à cette bataille politique, de dépasser les « querelles de chiffonniers » dans lesquelles les politiciens se complaisent. C'est le cas du Sri Lanka, en ce sens rien ne le différencie de bien d'autres pays dans le monde. Là comme ailleurs, son peuple mérite autre chose. Il a donc besoin de solidarité internationaliste dans son combat national et international contre cette nouvelle tentative de mise en cause de ses droits inaliénables : ceux qui touchent à l'exercice de sa souveraineté.

Pour cette raison, la décision du Président Sri Lankais de « renverser la table » est vécue et approuvée massivement par une large majorité de la population comme de nombreux secteurs professionnels de la société. Il est significatif que les jours suivants le 26 octobre, de nombreux commerçants offraient le riz au lait que l'on sert dans les grandes occasions, les chauffeurs de « touc touc » ce mode de transport très populaire et l'association des cantines baissaient leurs tarifs pour soutenir le changement de Premier ministre. Cette situation inédite a fait mesurer à chacun les responsabilités qui sont les siennes et l'ampleur de la bataille qu'il va falloir mener pour restaurer et défendre l'indépendance d'un pays au bord de l'effondrement économique, sociale, politique comme de ses institutions.

Depuis, ces évènements inattendus ont comme l'on pouvait s'y attendre, entraînés

l'expression des défits courroucés, les caricatures, les falsifications de tous ordres ! D'abord, ceux des forces conservatrices du pays, cette élite arrogante qui au nom « de la bonne gouvernance » et de la démocratie avaient fait main basse sur le pouvoir en 2015 en violant la constitution[33]. Ensuite, avec une même grille de lecture, ceux des gouvernements occidentaux relayés par une campagne outrancière des médias internationaux « main Stream » se répétant en boucle. Le New York Times, le Guardian, Le Monde, l'AFP, RFI, Al Jazeera[34], certaines chaînes indiennes de TV comme Wion se distinguant tout particulièrement dans les contre-vérités, les omissions délibérées, l'aveuglement et une forme d'ignorance crasse de la part de leurs correspondants au Sri Lanka, plus habitués aux bars des palaces cinq étoiles de la capitale que du contact avec la population et la vie réelle.

Tous ces commentateurs et sans l'ombre d'une nuance ou d'une opinion critique, sans la moindre éthique ou déontologie journalistique se sont employés depuis 2 semaines à répéter au mot-à-mot un même et unique argumentaire:

« Il s'agit d'un coup d'état constitutionnel, et même d'un coup d'état tout court, les droits inaliénables du Parlement sont violés, le pays est à la veille d'un nouveau bain de sang, le dictateur corrompu et criminel Mahinda Rajapaksa est de retour, la Chine dont il est l'allié, tire les ficelles ».

« La voix de son Maître » est simple, et même simpliste, d'une mauvaise foi écoeurante, mais elle fonctionne en se répétant à haute dose sur tous les tons et dans toutes les langues d'une seule et même manière. Les ONGI relayent le message avec les larmes de crocodile indispensables à la dénonciation d'une nouvelle catastrophe humanitaire prévisible, de crimes qui se préparent sans omettre les tortures, les enlèvements, la liberté de la presse cadenassée. En un mot et après 30 ans de guerre et de violences, le retour d'une Apocalypse pour les droits humains, comme le Sri Lanka en a déjà connu ! Le problème de ces affabulateurs professionnels, c'est que le pays est calme et le peuple certain de son bon droit. Alors il faut entretenir, la tension, « mettre de l'huile sur le feu ». C'est la priorité !

Bien sur les mêmes aujourd'hui si attentifs à la démocratie et aux droits humains n'ont jamais depuis 3 ans entendus parler du :

- Scandale de la Banque centrale, le plus important, jamais vu au Sri Lanka dans lequel est impliqué l'ex Premier ministre, son ministre de l'économie et une partie de la classe politique !
- De la corruption et de la fraude endémique, l'impunité de la petite caste au pouvoir, fidèle à R.W.
- Du calendrier des élections qui n'est jamais respecté, les consultations systématiquement reportées depuis l'arrivée au pouvoir de R.W, par exemple rien que 3 fois pour les élections locales et provinciales.
- De l'écrasante victoire aux élections municipales en février 2018 du SLPP, le parti de Mahinda Rajapaksa qui a conquis 239 des gouvernements locaux sur 340.
- De la formidable manifestation de 300.000 participants à Colombo en septembre 2018 et la sous-estimation délibérée du soutien populaire massif à la dissolution du gouvernement de R.W.

-Du limogeage de magistrats indépendants, du rappel de diplomates ou d'obstruction à leur élection dans des institutions internationales comme celles de l'ONU[35]. De la mise à l'écart des journalistes coupables de critiquer l'action du gouvernement. De la prise de contrôle financier et politique de la presque totalité des médias.

- Des nombreuses luttes sociales et de leur répression depuis 3 ans : des cheminots, des étudiants, des personnels de santé, des travailleurs des plantations, des soldats handicapés, des chauffeurs de « touc-touc », des professeurs d'université, des professionnels contre la mise en concurrence résultat des accords de libre-échange avec l'Inde et Singapour, des paysans expulsés de leurs terres comme à Hambantota, ou des manifestations des familles de disparus.

- Du fait, que le gouvernement de R.W a accordé au parlement le statut de l'opposition au TNA[36]qui par ailleurs lui apporte son soutien politique constant, comme ce fut le cas lors du vote d'une motion de censure, et encore présentement contre le nouveau premier Ministre et le Président. A l'instar d'ailleurs du parti JVP[37]

- De la tentative d'assassinat du Président impliquant des Ministres.

- Du soutien du gouvernement Sri Lankais à la résolution US portant sur « l'accountability » du Sri Lanka mis sous observation étrangère contre ses propres intérêts nationaux et sa souveraineté.

- De l'assassinat le 26 octobre d'un syndicaliste par le garde du corps du Ministre de l'énergie et depuis le meurtre d'un dirigeant, élu du SLPP, le parti de Mahinda Rajapaksa.

- De l'ignorance des importantes mesures sociales d'urgence prises par le nouveau gouvernement.

- De la manifestation monstre de soutien au nouveau gouvernement le 5 novembre 2018 et à contrario de la sur-valorisation du rassemblement de soutien à R.W quelques jours plutôt.

-Du fait qu'on conteste la suspension provisoire du Parlement, mais qu'on ne dise rien du fait qu'en Allemagne il n'y a pas eu de gouvernement pendant 5 mois, en Belgique pendant 541 jours et en Irlande du Nord beaucoup plus. Pourquoi cette différence de traitement ?

- Que depuis la fin de la guerre, on parle beaucoup de réconciliations et de reconstruction du Nord anciennement aux mains des Tigres Tamouls du LTTE, mais on ne dit rien sur ces familles tamoules de disparus de Mullaitivu qui pendant la guerre furent au cœur des combats et qui se sont adressées au nouveau Premier ministre parce qu'elles ne faisaient plus confiance à l'ancien. Que dire également de ces 50 000 autres familles tamoules dans le Nord qui devaient bénéficier d'un logement mais qui n'ont rien vu venir parce que le Premier Ministre R.W et deux de ses ministres n'arrivaient pas à régler leurs différends sur à qui devait profiter politiquement ce projet !

- Du soutien des plus importantes institutions religieuses bouddhistes, chrétiennes, musulmanes, hindouistes au nouveau gouvernement dont la conférence de presse commune du 10 novembre 2018 a constitué un évènement.

Ce deux poids, deux mesures, cette arrogance partisane, cette hypocrisie de la part de ceux qui jugent de manière unilatérale discrédite totalement leurs auteurs.[38]Le fait qu'elle ne soit pas une surprise, ne la rend pas moins scandaleuse.

En fait, on devrait se féliciter du fait que la décision du Président Sri Lankais a mis un terme, du moins pour le moment à l'action dévastatrice et destructrice d'un gouvernement conservateur qui l'avait pourtant porté au pouvoir 3 ans auparavant. R.W et ses acolytes imaginant sans doute un Président qui s'en tiendrait à une fonction décorative, ils en sont aujourd'hui pour leurs frais.

Sa décision de remplacer son Premier Ministre, comme celle de dissoudre le Parlement est légitime car elle correspond au souhait conscient et voulu du peuple. Elle est aussi un acte politique conforme à la Constitution qui est le symbole de cette souveraineté populaire.

Pour les forces conservatrices et leurs alliés qui veulent préserver leur vision féodale de la société et préserver un système de classes et de castes, c'est évidemment insupportable. « Le peuple doit rester à sa place », soumis et reconnaissant. C'est pourquoi, comme dans toute son histoire, cette grande bourgeoisie égoïste et compradore Sri Lankaise au service d'intérêts étrangers soutient la campagne internationale qui cherche à imposer l'idée et à n'importe quel prix que la Constitution serait violée et tous les principes de la démocratie menacés.

L'argument n'est validé par aucune sorte d'explications, on le présente comme un fait établi, indiscutable. Mais comme on est sûr de rien, on se garde bien de consulter l'avis de la Haute cour de justice Sri Lankaise, l'équivalent d'un Conseil constitutionnel comme le propose de nombreuses personnalités et de magistrats d'opinion et d'engagement très divers. Il en allait de même pour le choix d'organiser des élections générales que le Président vient de trancher courageusement par sa décision du 9 novembre 2018.

Pour l'heure, les constitutionnalistes en sont pour leurs frais, R.W et ses partisans du respect acharné de la constitution ne les solliciteront pas. Pourquoi ? Mais poser la question c'est un peu y répondre ! Ils craignent par-dessus tout d'être contredits.

Cerise sur le gâteau, ceux qui se présentent aujourd'hui comme les ardents défenseurs des textes fondamentaux de la République sont les mêmes qui au Sri Lanka et internationalement réclament la rédaction d'urgence d'une nouvelle constitution et l'application de la résolution de l'ONU voulue et votée à Genève par les Etats Unis et leurs alliés.

L'autre argument qui déclenche les fureurs et les exigences en faveur « du respect de la démocratie » est la suspension très provisoire du Parlement. On n'hésite pas à présenter cette décision comme un acte « autocratique ». Sirisena serait « un tyran, un fou comme Robert Mugabe »![39]Pourtant six mois auparavant une décision identique n'avait choqué personne. De surcroit cette suspension n'était pas indéfinie, mais pour 10 jours seulement, sachant par ailleurs qu'à son prochain ordre du jour le Parlement devait débattre également du budget. Le nouveau gouvernement devant modifier profondément la logique libérale de celui que R.W préparait.

Cette suspension est donc une pratique courante ! Tous les Présidents Sri Lankais sans exceptions y ont eu recours et pour certain à haute dose comme ce fut le cas du très réactionnaire Jayawardena [40]ou de son successeur Premadasa, ou encore de Chandrika Kumaratunga[41] tous sans exceptions. Mais en ces temps pourtant pas si reculés cela n'émotionnait personne. Comme quoi : « faites ce que je dis, mais ne faites pas ce que je fais ! »

Autre argument l'ex-premier ministre ses alliés politiques, les gouvernements occidentaux, les ONG internationales comme « Human Rights Watch » ou le « Crisis Group », laborieusement et sans rien démontrer et bien sur les médias à leur service, affirment que la démocratie serait foulée aux pieds, qu'elle serait en péril et que « le bain de sang » serait pour demain! [42]

Ainsi on a cherché à donner raison à cet argument tard dans la soirée du 26 octobre, en manipulant la mort d'un syndicaliste venu pacifiquement occuper son lieu de travail, au siège du Ministère de l'énergie. Le ministre proche de R.W voulait forcer l'entrée, son garde du corps tirant dans la foule, tuait ce travailleur[43] De manière mensongère la victime a été présentée par les médias comme appartenant à un gang au service du nouveau pouvoir ! Cette contrevérité, reprise par la presse internationale était complétée par l'annonce que d'autres voyous avaient pris le contrôle des médias d'état. En fait dans ce cas, les travailleurs de la presse s'opposaient sur place à la présence de ministres venus faire des déclarations provocatrices dans le but d'alerter leurs soutiens.

Ces falsifications ont servi aux politiciens fidèles à RW et aux médias occidentaux pour accréditer l'idée d'un climat et d'une atmosphère de trouble, bien que la réalité soit tout autre. R.W serait menacé de mort et cela justifierait que sa résidence soit placée sous la protection de ses partisans. En fait le nouveau Premier Ministre lui a laissé le choix d'y demeurer à sa convenance. Le pays, est calme et il continue à l'être. Toute cette agitation apparaît bien dérisoire au vu de la gravité de la situation du pays que R.W a laissé derrière lui.

Bien sûr, pour compléter ce tableau, il faut ajouter que certains rêvent de la énième répétition d'une « révolution orange » ! C'est ce que cherchent de nombreuses ONG avec des *modus operandi* identiques à ce que l'on a connu ailleurs. Déjà, quelques jours avant le 26 octobre Colombo a été le siège d'une manifestation qui empruntait ses méthodes à « Otpor »[44]. Pour cet objectif s'y emploient les supplétifs de l'Ambassade des Etats-Unis, US Aid, les US Peace Corps, des ONG, Human Rights Watch, le Crisis group, la Open Society, les services d'intelligence US qui cherchent sans grands succès pour l'heure à mobiliser l'opinion contre le nouveau gouvernement. C'est donc l'heure des fausses nouvelles, des rumeurs!

On sait pour l'avoir déjà vu en Ukraine, au Venezuela, au Nicaragua que de tels évènements peuvent constituer le cadre toutes sortes de provocations. Dans le cas du Sri Lanka, ces manipulations sont coutumières, nombreux sont les politiciens associés à des gangs, des groupes paramilitaires pour mettre en œuvre leurs besognes.

Ils sont souvent liés à l'UNP ce parti qui assume la responsabilité historique d'une guerre de 30 ans, des pogroms anti tamouls des années 1958 et particulièrement ceux de 1983[45], sans parler des massacres des insurrections guevaristes de 1971 et 1986, de l'assassinat d'intellectuels comme l'écrivain et dramaturge Richard de Soyza et bien d'autres. Faut-il rappeler que ces gouvernements conservateurs responsables de ces exactions comptaient déjà dans leurs rangs l'ambitieux Ranil Wickremesinghe.[46]

Ces faits indiscutables, sont-ils à ce point dérangeants que l'on préfère les ignorer pour se réfugier dans les certitudes dictées par une seule et unique version de l'histoire revue et corrigée par ceux ayant perdu leur pouvoir, tout comme par les tenants de l'idéologie dominante? Aujourd'hui, cette conception totalitaire que l'on cherche à faire prévaloir est en échec, elle est contestée massivement par le peuple Sri Lankais qui ne s'est pas laissé

abusé et qui entend être maître de son destin.

Dans de telles circonstances, il est utile de revenir aux causes de cette situation et à la crise systémique qui la caractérise ! Quelles sont-elles ?

Faisant suite aux élections et à la défaite inattendue de Mahinda Rajapaksa en 2015, Ranil Wickremesinghe avait été imposé comme Premier ministre, c'était là le résultat d'un complot. Le pays était sous le choc de ce changement, les politiciens surtout préoccupés par leur avenir et leur « fin de mois », les institutions paralysées, les partis politiques hier au pouvoir totalement atones, la gauche inexistante.

Dans la foulée R.W. avait réussi à imposer cette modification de la Constitution avec un article rognant ou interprétant les prérogatives du Président. Il concernait le statut du Premier ministre. Cette disposition devait être renforcée plus tard par un autre article défendu cette fois par le JVP dans l'intention déclarée de mettre un terme définitif au système présidentiel. Cette fois, la proposition venait d'un parti se réclamant des valeurs de la gauche, en réalité devenu un supplétif vénal de R.W. Il ne faisait aucun doute que cette tactique utilisée avait été élaborée dans les bureaux de l'Ambassade US dans le but d'un changement fondamental du régime politique à travers une nouvelle constitution.

Certes, les méthodes et les recettes néo libérales extrêmes de Ranil Wrikanesinghe[47] ne sont pas nouvelles et l'on connaît par ailleurs sa flagornerie, sa subordination servile aux intérêts étrangers particulièrement aux stratégies géo politiques de Washington. C'était et c'est toujours le cas !

Le besoin de se maintenir à n'importe quel prix à la tête de son parti[48] et du gouvernement afin de poursuivre la transformation de l'état impliquait ces changements.

Toutefois, le désastre annoncé se manifestait et en moins de 3 ans le pays était conduit au bord d'une faillite économique et financière, d'une dette abyssale[49] d'un désastre social sans précédent, d'un saccage de l'environnement et d'un isolement international partisan.

La mise en œuvre brutale de cette doctrine néo libérale a fait fondre comme neige au soleil l'illusion d'un changement. La nouvelle majorité parlementaire de droite et ses alliés de circonstance, avaient voulu s'y identifier et la plupart des gens l'avaient admise et soutenue[50].

Le recours au concept usé jusqu'à la corde « de bonne gouvernance » ou « yahapalanaya » est ainsi devenu le refrain politique qui justifiait une rupture et un changement de cap radical par rapport au gouvernement précédent. Il fallait aussi se distancier au plus vite de la Chine pour satisfaire les désirs du protecteur US ! On parla même d'un « changement révolutionnaire »[51]. Au vu des décisions prises, les occidentaux étaient « aux anges » et applaudissaient. Les Chinois allaient enfin voir ce qu'ils allaient voir ! Ils ne virent rien !

Car ce fut très vite la douche froide ! Malgré le respect scrupuleux des conditionnalités politiques imposées au Sri Lanka, l'aide occidentale tarda et tarde toujours à venir. Pourtant, après quelques mois, tous les chantiers liés à la coopération chinoise comme le Port de Colombo avaient été mis à l'arrêt au prix de millions de dollars de préjudice à payer. Ce gouffre financier allait devoir être assumé par le gouvernement, ce qui provoqua une certaine panique financière et politique. Des conséquences plus lourdes s'annonçaient, il n'y eut pas d'autres recours que de faire amende honorable et de solliciter avec force

« courbettes » ... les Chinois!

Ils ne se firent pas trop prier pour revenir au centre du jeu, d'autant qu'ils trouvèrent dans les négociations le successeur de Mahinda Rajapaksa bien moins exigeant. L'abandon de la gestion et pour 99 ans des terrains liés au site du Port de Hambantota[52] que les entreprises chinoises n'avaient pas réclamé provoqua l'indignation dans le pays et d'importantes manifestations paysannes. Elles bénéficièrent du soutien de l'ancien Président qui n'eut pas de mal à dénoncer cette capitulation au détriment de la souveraineté et des intérêts du Sri Lanka. Il faut dire que le cadeau était somptueux, il s'articule entre autres avec l'initiative de « nouvelle Route de la Soie ».

Dans ces conditions, l'enthousiasme du début 2015 a vite commencé à fléchir et à la vue des résultats économiques catastrophiques, comme de leur implication sociale le slogan « yahapalanaya » est vite devenu une farce, rapidement tournée en dérision par les Sri Lankais.

Pour tout arranger, plus de deux mois après la mise en place du nouveau gouvernement éclata le scandale de la Banque Centrale une escroquerie qui aura coûté 20 milliards de



roupies au trésor public. Arjuna Mahendran un banquier de Singapour à la double nationalité en devint le président, il était un protégé de R.W, il est maintenant en fuite, réfugié à Singapour, son gendre qui fut la cheville ouvrière de cette formidable arnaque est en prison, l'ex ministre de l'économie impliqué mis en examen, a été contraint à la démission pour cause de « pots-de-vin », l'instruction se poursuit contre lui et le rôle d'intermédiaire joué par sa fille. Depuis deux ans et malgré le dossier accablant de la Commission d'enquête mise en place par le Président, et par de multiples révélations, R.W a réussi à faire trainer l'affaire. Il a tergiversé et n'a rien fait pour faire extraditer le fugitif. [53] Encouragées, la corruption et la fraude ont continué à s'étendre comme un cancer. Régulièrement, les médias et l'opinion s'en indignent, mais rien ne fut fait pour l'entraver et se donner les moyens de lutter contre cette criminalité en « col blanc » entretenue par les entreprises étrangères afin d'obtenir des contrats auprès des politiciens et des ministres.

Dans la foulée de cette situation délétère, les prix se sont mis à flamber en particulier ceux des articles de première nécessité : les denrées de base comme le riz, le gaz, l'électricité, la santé. Les impôts sur la consommation ont été généralisés, l'aide sociale de l'état abandonnée. Les magasins « Sathosa » aux produits subventionnés par l'état menacés de fermeture. La sélection aggravée pour l'entrée à l'Université. Dans le même temps le choix de faire flotter la roupie a conduit à son effondrement[54], l'inflation est repartie à la hausse, la croissance à la baisse[55], les caisses de l'état vidées par les emprunts massifs à rembourser, le FMI devenant chaque fois plus exigeant. L'économie domestique a été profondément déstabilisée, déstructurée au point d'aggraver sensiblement les importations de produits pour lesquels le Sri Lanka était jusqu'à présent exportateur, comme le riz, et même le thé !

Dans ces conditions la dette a explosé, les inégalités sont devenues criantes, les traités de libre-échange avec l'Inde et Singapour ont développé la mise en concurrence des travailleurs.

La criminalité et l'insécurité se sont étendues. Les médias sont passés sous le contrôle du parti au pouvoir et des intérêts financiers qui lui sont liés. On y a placé des journalistes sûrs et totalement dépendants. Le mouvement syndical et les manifestations sociales ont été fermement réprimés. A la suite de provocations anti-musulmanes orchestrées par un des partis au pouvoir en mars 2018, l'état de siège avait été décrété et servi de prétextes à des restrictions importantes imposées aux réseaux sociaux au nom de la lutte contre les « fake news ».

Mais ce n'est pas tout, les élections provinciales qui devaient avoir lieu ont été systématiquement reportées comme le furent précédemment et aussi à 3 reprises les élections municipales et probablement comme l'auraient été les élections générales d'ici deux ans et qui sait l'élection présidentielle.

Le pays a ainsi été livré à l'encan, au pillage pour le bénéfice des entreprises étrangères et d'une petite caste d'affairistes. Le tout à l'export est devenu la nouvelle religion, les privatisations se sont multipliées, la terre y compris celle des Parcs nationaux a été offerte à la rapacité des transnationales comme Dole[56], l'environnement s'est dégradé, le glyphosate interdit dans de nombreux pays a été autorisé, la faune animale pourtant si riche placée dans une insécurité permanente et le patrimoine culturel du Sri Lanka vieux de 5 000 ans laissé à l'abandon, au bénéfice d'une sous culture cosmopolite singeant celle de l'occident. L'UNESCO s'est ému à plusieurs reprises de la rapide dégradation d'œuvres et monuments inscrits au patrimoine de l'humanité. Le Ministre de la culture dont on ignore l'existence est lui aux abonnés absents.

Ainsi, en moins de 3 ans, le bilan de l'action de Ranil Wickremesinghe s'est alourdi au point de menacer l'existence même d'un état qui s'était affranchi de quatre siècles et demi et demi de colonisation. Là résident les causes principales de cette crise systémique, mais il faut encore ajouter à cela que ce n'est pas tout !

Sous la pression des pays occidentaux abusivement présentés comme étant à eux seuls comme « la communauté internationale », le pays s'est isolé internationalement de ses alliés naturels en abandonnant sa politique traditionnelle de non-alignement[57] pour mieux se réfugier dans l'illusion d'une relation privilégiée avec l'Occident, ce qui justifiait de se placer sous l'aile protectrice de Washington de ses alliés et dans une moindre mesure de l'Inde. John Kerry[58] vint en personne quelques mois après la mise en place du nouveau régime afin de donner ses instructions. Fait significatif cela ne choqua personne au sein de la classe politique, et cela, sans exceptions de la droite à la gauche. Devant cette passivité, les Etats Unis pouvaient se frotter les mains et persévérer.

Tout comme d'ailleurs les anciennes puissances coloniales imprégnées de cette arrogance occidentale, ce « fardeau de l'homme blanc », [59] en charge morale d'amener la civilisation au reste du monde par définition sauvage. Les Sri Lankais qui avaient tant sacrifiés pour défendre l'unité, l'intégrité, la souveraineté, l'indépendance de leur pays, eux n'étaient pas près d'accepter cette capitulation. De nombreuses voix se firent entendre[60] !

Plus tard, et pour la première fois dans l'histoire des Nations Unies, un gouvernement celui du Sri Lanka devait rallier, soutenir et voter en octobre 2015 une résolution défendue par les

USA contre ses propres intérêts nationaux[61]. Celle-ci imposa toute une série de conditionnalités coercitives et de menaces de sanctions contre Colombo. Washington et ses alliés européens exigeant entre autre un changement de constitution[62], l'ouverture totale du marché, la mise en place de tribunaux composés de magistrats étrangers pour juger les supposés crimes de guerre du régime précédent à la fin du conflit contre les terroristes-séparatistes du LTTE qui avaient eux-mêmes été soutenus par les pays occidentaux.

La coopération militaire tout particulièrement avec les Etats-Unis s'est ainsi au fil des mois institutionnalisée et renforcée avec des manœuvres communes, la sous-traitance pour le compte des Etats-Unis de certaines missions de protection et d'assistance en cas de guerre contre la Chine dans cette plus grande portion de l'Océan Indien, allant des Maldives jusqu'au détroit de Malacca[63] permettant une surveillance continue du corridor maritime menant jusqu'à l'Océan Pacifique. Des programmes accélérés de formations militaires furent mis en place, la présence se répéta dans le port de Colombo et de Trincomalee[64] de la 7^e flotte de l'« US Navy », heureuse de trouver là un porte-avion naturel auxiliaire et un soutien à sa mission géopolitique de confrontation avec la Chine.

En d'autres termes, et en violation de ses engagements historiques en faveur du non-alignement, R.W a ainsi engagé le Sri Lanka comme force supplétive des Etats-Unis conformément à leur vision géostratégique, celle voulue par le « 2018 National Defense Strategy Program »[65], qui fait dorénavant de l'Asie la priorité militaire des forces armées nord américaines et de la Chine son adversaire déclaré.

Les Etats-Unis, ont par ailleurs renforcé les moyens de leurs officines complémentaires à leur service de renseignements inspirés par les « révolutions de couleurs » sur le modèle Ukrainien et du « Printemps arabe ». Elles sont devenues très actives sur le terrain comme le démontrent les programmes de US Aid et de l'US Peace Corps[66]. Les programmes de ces deux dernières ont été renforcés au point de totaliser un budget de 4,5 milliards de roupies soit plus de 30 millions de dollars. Le NED consacre à lui seul et officiellement 1,7 millions de dollars au Sri Lanka en faveur du financement d'ONG et de Fondations locales comme des syndicats. Washington soutient aussi l'action des églises évangéliques dans ce pays à 80% bouddhiste et 15% hindouiste. Il encourage la multiplication et la présence des ONGI, le rôle de fondations comme celle de Georges Soros[67] ou celles du réseau « Millenium challenge Corporation (MCC) », de « l'Institut for policy studies » », d'« Advocata insitute », d'« Atlas »[68], associés à la Société du Mont Pèlerin[69] ou encore la transnationale Mac Kinsey[70].

D'ailleurs cette évolution en rupture avec des années de non alignement[71] a suscité l'émergence et le développement d'un mouvement patriotique populaire très large rejetant toute mise en cause de l'indépendance et de la souveraineté du pays, toute forme d'ingérence dans les affaires nationales. Il regroupe des personnalités indépendantes intellectuelles, religieuses, politiques militaires, qui contestent entre autre le projet de nouvelle constitution voulu par les occidentaux. Deux importantes structures mises en place sont très actives: « Eliya » « Viyathmaga » [72] dont l'influence a permis de freiner et même de mettre en échec cet objectif du gouvernement visant à établir une nouvelle constitution de surcroît sans consultation populaire.

Pour faire diversion sur ses problèmes réels, le pouvoir s'est livré à une vaste campagne d'intoxication sur la corruption du précédent régime, en multipliant les provocations, les procédures, les convocations devant des juges, mais sans succès. La seule affaire tangible

étant celle impliquant directement R.W dans l'affaire de la Banque Centrale. Dans ce contexte il faut noter que le changement de Premier Ministre et la perspective d'une motion de censure au parlement maintenant caduque à servi à alimenter les commentaires provocateurs, les coups tordus qui se sont multipliés quotidiennement.

Chaque jour la presse annonçant le ralliement de tel ou tel parlementaires au nouveau régime, des centaines de millions passant d'une poche à l'autre. On évalue le prix d'un député à 100, 150, voir dans un cas 500 millions de roupies soit plus de 2 millions d'euros pour le faire désertier son parti. Cette situation a encore renforcé le discrédit qui frappe les parlementaires et les politiciens, le sentiment d'impunité dont ils bénéficient. Peu font exception! La banalisation de ces faits met en évidence une forme de dégénérescence des institutions représentatives et visent à faire pression sur l'opinion en accréditant chez les gens l'idée « tous pourris ». Sirisena a dans son discours expliquant son choix d'avoir procédé à la dissolution du Parlement, évoque comme raisons le rôle de ces députés corrompus qui abaissent la crédibilité de l'Assemblée Nationale[73].

En fait les campagnes anti corruptions des médias et des hommes politiques Sri Lankais ne ciblent jamais les causes c'est-à-dire le système mis en place par ceux qui sont les vrais corrupteurs, ceux liés à la finance internationale, les comparses de R.W. Pourtant ces sont les politiques néo libérales de son gouvernement qui encouragent l'évasion fiscale, les transferts d'argent comme on le voit actuellement. Près de 165 millions de dollars en moins de deux semaines ont été transférés hors du pays[74]. Comme en occident, il est significatif que le Sri Lanka se prépare déjà à l'abandon de la monnaie papier au bénéfice de la monnaie plastique comme l'exigent dorénavant les banques internationales.

La criminalité financière dont le blanchiment d'argent a pris des proportions sans précédent au Sri Lanka. Le gouvernement de R.W voulait renforcer cette orientation avec son méga-projet « Megapolis » visant à faire de Colombo une place financière, un « hub » international sur le modèle de Singapour.

Pour R.W et Mangala Samaraweera c'est le secteur public et nationalisé qui est corrompu comme le montre leurs campagnes incessantes contre les entreprises publiques dont la compagnie aérienne nationale Sri Lankaise. La solution serait la privatisation des 50 plus grandes entreprises publiques du pays, la « dépolitisation de l'Etat », le transfert de toutes les activités économiques vers le privé.

Comme le souligne Imran Khan[75]s'agissant du Pakistan, ce que l'on doit viser, c'est se donner les moyens au niveau des institutions de les renforcer afin de combattre cette corruption en « col blanc » qui encourage l'évasion monétaire et fiscale. Celle-ci coûte cher au développement, car elle force aux emprunts, encourage l'inflation et finalement fait payer le prix au peuple.

Le pays après avoir été marqué, traumatisé par une guerre de presque 30 ans[76]avait entamé même si ce fut non sans erreurs une véritable restauration économique et sociale. Cela se faisait malgré les pressions internationales, mais les résultats étaient indiscutables. Depuis 3 ans, le pays a basculé dans la régression et la soumission aux intérêts étrangers pour le bénéfice égoïste d'une fraction de la population qui aime à paraître comme l'élite cosmopolite et nostalgique d'une féodalité désuète d'inspiration néocoloniale[77].

On ne s'étonnera pas dans ces conditions combien l'action de R.W a très vite fait l'objet d'un véritable rejet, et d'une exaspération populaire. Les luttes sociales se sont multipliées

témoignant d'un raz le bol généralisé tant, l'accumulation de coups portés contre le peuple finissaient par provoquer de véritables déchirures dans une société éclatée et de plus en plus divisée.

En février 2018, les élections locales ont été marquées par un véritable raz de marée en faveur du nouveau parti, le SLPP de l'ancien Président Mahinda Rajapaksa[78], puis en septembre une manifestation de 300.000 participants à Colombo a donné des indications supplémentaires sur l'état d'esprit des gens. Dans ces conditions les illusions ont vite fait place à la colère, aujourd'hui à la haine, une haine de classe !

Bien évidemment, le gouvernement et ses alliés politiques ont délibérément ignoré ces changements pourtant significatifs.

Le choix de R.W et de son premier lieutenant Mangala Samaraweera[79] fut de persévérer à marche forcée et avec obstination dans la même direction et même d'accélérer les privatisations, le tout à l'export, la mise en vente du pays aux entreprises étrangères y compris les domaines publics comme les écoles, les hôpitaux, les infrastructures militaires, les parcs nationaux, jugés obsolètes donc inutiles car d'aucune rentabilité.

Le gouvernement était comme aveuglé pratiquant une auto satisfaction en forme d'autosuggestion. Cette politique à haut risque d'explosion sociale continuait à être encouragée, par les gouvernements des pays occidentaux, le FMI, les institutions financières internationales. La presse internationale, les relais de la soi-disant « société civile » encensant quotidiennement une réussite que l'on disait exemplaire. R.W et ses proches concentraient entre leurs mains tous les pouvoirs, pressés de mettre en pratique de manière dogmatique un catalogue de recettes ultras libérales visant à transformer totalement le Sri Lanka, un pays pourtant aux fortes traditions et à une histoire millénaire.

L'échec au parlement d'une motion de censure en mars 2018 déposée par l'opposition s'illustra toutefois par le ralliement à l'opposition de centre-gauche[80] de 16 parlementaires de la majorité et la sympathie non dissimulée de plusieurs membres de l'UNP[81] et du SLFP[82] mais qui renonçaient au dernier moment et sur l'ordre du Président Sirisena à la confrontation directe avec le gouvernement de R.W. Après l'échec cuisant des municipales, cet autre avertissement était prémonitoire.

En fait, il était annonciateur d'un fiasco à moyen terme tant les contradictions s'aiguisaient, le gouffre se creusait entre l'équipe au pouvoir et le peuple. Il est d'ailleurs remarquable que plusieurs dirigeants de la droite pressentant cette évolution en firent porter ensuite la responsabilité à R.W considéré comme un « homme égoïste, sans aucune honte et qui a détruit le parti de mes ancêtres »[83], comme devait le déclarer Wassenta Sennayake ex ministre d'état aux affaires étrangères qui a rejoint après le 26 octobre le nouveau gouvernement de Mahinda Rajapaksa.

Où en est on après ces 2 semaines qui ébranlèrent le Sri Lanka ?

Les Sri Lankais étaient dans l'attente d'élections générales, elles sont aujourd'hui acquises par la décision de dissolution du Parlement annoncée par le Président. Le pays est calme, le nouveau gouvernement a été mis en place, il est composé d'anciens ministres qui se sont ralliés et d'une partie de ceux qui étaient au pouvoir avant 2015. Ils se sont mis très vite au travail et toute une série de mesures sociales d'urgence ont été prises pour soulager les gens.

Une importante réforme fiscale est annoncée y compris avec le rétablissement de la commission d'appel, le prix des transports, du carburant, ont baissé ! Mais surtout, ce sont les prix des denrées de base comme les lentilles, le dhal, la farine, le sucre, les pois chiches, le sucre etc. En réduisant les taux d'emprunts un soutien immédiat a été apporté aux petits producteurs d'oignons, de pommes de terre, de riz. Les taxes sur les fertilisants, on été réduites. Il a été décidé la suppression des intérêts bancaires sur l'épargne, la réduction du prix des télécommunications, l'arrêt des privatisations. Simultanément, se négocie un relèvement des salaires en particulier pour les travailleurs des plantations qui étaient en lutte, déjà les chauffeurs et personnels des sociétés de bus ont vu leurs rémunérations passées de 14 000 à 25 000 roupies. Le traité de libre échange avec Singapour doit être renégocié !

Les élections provinciales auront lieu en 2019 d'autant que leur report systématique par R.W prive actuellement 6 provinces sur 9 de toute administration. Il faut redonner du sens et des moyens au développement de l'économie locale, afin de permettre une meilleure réponse aux besoins. Le Sri Lanka par ses richesses naturelles et les savoirs faire de son peuple en a les moyens. Cette vision peut contribuer à restaurer la souveraineté du pays, car il ne saurait y avoir de politique internationale indépendante sans respect de l'intégrité territoriale, sans une économie indépendante. Restaurer la crédibilité internationale du Sri Lanka est à ce prix !

Pour la droite qui tient depuis deux semaines un discours apocalyptique, ces mesures sont irresponsables, elles vont aggraver le déficit, l'effondrement de l'économie est en vue, et les sanctions vont pénaliser le pays de manière irrémédiable. Ces déclarations cherchent avant tout à faire diversion sur ses propres responsabilités. Dorénavant comme le montre les déclarations des Etats-Unis, de l'U.E, de la Grande-Bretagne, de l'Australie, du Canada la bataille politique va se déployer avec ces relais sur le thème de la démocratie. Toutefois, il faut noter certaines inflexions dans le discours. On ne parle plus d'anti-constitutionnalité mais d'agir dans le cadre et le respect de la constitution Quant à l'Inde de Narendra Modi, elle se montre plus prudente[84]comme le souligne la déclaration de son Ministre des affaires étrangères Raveesh Kumar. Supramanian Swamy[85]un des dirigeants du BJP[86]considère que le TNA aurait pu obtenir un bon « deal » en négociant avec Mahinda Rajapaksa et qu'en dernière analyse les élections sont une bonne chose car elles permettront de trancher. Enfin, beaucoup s'interrogent sur le silence de l'ancienne Présidente Kumaratunga qui avait pourtant joué aux cotés de l'UNP un rôle capital dans le complot en faveur d'un changement de régime et de la promotion de la candidature de Sirisena.

En 2004, dans une interview au « Time » elle donnait une explication sur ce qui l'avait conduite à se séparer de R.W à l'époque Premier ministre et de convoquer des élections générales[87]. L'éclairage est assez saisissant venant de la part d'une personne particulièrement hostile à Mahinda Rajapaksa !

Quant aux trois partis UNP, TNA et JVP, ils se mobilisent contre la décision de dissolution du Parlement et de nouvelles élections générales qu'ils jugent anti démocratiques. Ensemble, ils sont décidés à engager une action auprès de la « Cour Suprême de justice »....tout en se préparant aux prochaines consultations électorales. Au mépris de ses prérogatives et de l'indépendance de sa fonction, le Président du Parlement Karu Jayasuria s'est rangé de manière partisane derrière l'UNP et ses alliés.

On substitue ainsi au débat nécessaire sur les causes de la situation, celui sur le non-respect

de la constitution, la non convocation du parlement, la dictature qui se mettrait en place et la corruption des politiciens prêts à se vendre au nouveau gouvernement en prébendes et fonctions ministérielles.

Le nouveau gouvernement et ceux qui le soutiennent sont face à des exigences sociales fortes. Le changement espéré va-t-il se concrétiser par une rupture ou par une forme de continuité en faveur d'un aménagement plus soft des politiques précédentes ? Là est le débat des prochaines semaines !

Tout est affaire de volonté politique. Pour l'heure si la droite est sous le choc de la dissolution et d'élections générales, elle va très vite se ressaisir, s'employer avec tous les moyens possibles dont elle dispose à reconquérir le pouvoir perdu. Les semaines qui viennent vont par conséquent être décisives. Ainsi les Etats Unis, l'Union Européenne, l'Australie, la Grande Bretagne se mobilisent également et menacent. De nouveau revient en boucle la perspective d'un bain de sang. Jusqu'où seront ils prêts à aller au nom de la sécurité nationale des Etats-Unis aujourd'hui menacés !

Le pays n'est pas à l'abri de provocations du type Maidan ou de celles connues au Venezuela ou au Nicaragua. Les forces du conservatisme sont coutumières de ce genre de pratiques. Elles peuvent y recourir de nouveau.

Pour les forces du changement, elles doivent s'appuyer et contribuer à la mobilisation populaire et pas se laisser placer sur la défensive comme elles ont été entraînés ces derniers jours sur des discussions et des prises de position déconnectées du réel. Elles se sont enlisées comme par exemple celles portant sur la constitutionnalité ou la non constitutionnalité du changement de Premier ministre. Cette stratégie a contribué à neutraliser des forces politiques. L'agitation dont font preuve certains n'est pas indifférente à la peur de perdre les avantages que leur accordent leurs positions de parlementaire ! Il y a aussi le risque de contribuer à de nouvelles désillusions en sous-estimant la portée du contenu du changement à mettre en œuvre.

C'était là le calcul de la droite et des gouvernements occidentaux qui chaque jour, chaque heure font monter la pression. Jusqu'à présent ceci a été très largement minoré par une partie des forces du changement malgré les appels répétés de nombreuses forces progressistes.

De ce point de vue, la déclaration[88]de Jeffrey Feltman[89]au nom du Brookings Institution[90]a le mérite de la clarté ! Jeffrey Feltman ne parle pas pour ne rien dire, c'est un diplomate chevronné ! Il connaît bien le Sri Lanka, Sa déclaration est une mise en garde très ferme au nouveau gouvernement et une attaque d'une rare violence contre Mahinda Rajapaksa présenté comme un populiste dangereux et criminel. Bien sur il réaffirme son soutien à R.W et son propos confirme l'origine de la procédure d'impeachment envisagé contre Sirisena. Plus significatif il appelle à faire du Sri Lanka l'exemple d'une nécessaire ingérence après ce qu'il prétend être les échecs répétés de l'ONU. Il appelle ainsi en forme d'avertissement à s'engager en faveur d'une action préventive. Bien sur apparaît clairement les arrière-pensées géopolitiques feltan ne fait pas mystère d'une cette volonté d'instrumentalisation du Sri Lanka contre la Chine.

Par conséquent, le rapport des forces a changé mais la situation demeure périlleuse. Elle peut s'aggraver si le nouveau pouvoir prend le risque de s'enfermer dans des tactiques politiciennes au détriment de la mobilisation de ceux qui ont intérêt aux changements.

Il est heureux que ceux qui ont montré qu'il existait une autre alternative qui consistait à replacer l'intervention populaire au cœur de la bataille l'aient pour l'heure emportée. Les calculs politiques, le débauchage que privilégiaient certains, ne contribuaient qu'à se détourner de l'essentiel, tout en renforçant le discrédit qui frappe une partie de la classe politique du pays.

La décision courageuse du Président de prononcer la dissolution du Parlement et de provoquer des élections générales ouvre une perspective pour le mouvement populaire. C'est lui qui en dernière analyse doit décider de la route que le pays doit prendre.

« L'histoire ne fait rien, c'est l'homme, réel et vivant qui fait tout[91] »

Le dépositaire de la souveraineté reste le peuple, à moins de remettre en cause le principe de démocratie représentative, il l'exprime de différentes manières y compris, il le fait à travers l'expression électorale. C'est ce qui est dorénavant à l'ordre du jour et ce pourquoi le peuple a imposé ce changement. Il revient de contribuer à lui donner confiance dans la force matérielle qu'il représente. « Les grands ne sont grands que parce que nous sommes à genoux. Levons-nous ! [92] C'est le choix fait par le peuple Sri Lankais.

Jean-Pierre Page

Colombo, le 10 novembre 2018

Notes

[1] Frida Kahlo de Rivera (1907-1954) : peintre mexicaine, communiste, compagne du muraliste Diego Rivera.

[2] Si 90% du transport mondial est maritime, le Sri Lanka représente plus de 70% du trafic pétrolier et plus 50% de celui des containers. En augmentation constante, et au centre du projet pharaonique de la Chine de « route de la soie ». Elle explique le caractère stratégique du développement des infrastructures portuaires du Port de Hambatota au sud du pays sous l'impulsion de la Chine et de l'élargissement considérable du Port de Colombo où la Chine et l'Inde sont en compétition.

[3] Quelques instants plus tard le décret était publié dans une édition extraordinaire du « Journal officiel de la République Démocratique et Socialiste du Sri Lanka ».

[4] Galle, ville du Sud du Sri Lanka, port important dès l'antiquité pour le commerce de la cannelle, de l'ivoire, des épices et des pierres précieuses, fréquenté par les Perses, les Chinois.... Colonie Portugaise à partir de la fin du 15^e siècle, puis Hollandaise et enfin britannique.

[5] Octave Mirbeau (1848-1917) écrivain, journaliste, voyageur.

[6] UNP : Parti de l'Unité Nationale droite pro-occidentale, présidé par l'ex-premier ministre Ranil Wirmasinghe

[7] UPFA : « United People's Freedom Alliance » dont le SLFP,

« Sri Lanka Freedom Party » est le parti du Président Sirisena et de Mahinda Rajapaksa. Toutefois ce dernier a créé depuis le SLPP « Sri Lanka People's Front », devenu en deux années la principale force politique du pays.

[8]Maithripala Sirisena est Président du Sri Lanka depuis 2015. Secrétaire général du SLFP ancien Parti du président Mahinda Rajapaksa, ancien Ministre. Il avait en 2014 à la surprise générale rallié le camp de la droite de Ranil Wrikamensinghe, de l'ex présidente Chandrika Rumnatunga, du TNA longtemps paravent parlementaire des Tigres du LTTE, du JVP qui se réclame du marxisme léninisme et de petits partis musulmans soutenus par les monarchies pétrolières. Cette alliance bénéficiait du soutien actif politique et financier des Etats Unis, des gouvernements occidentaux et de l'Inde inquiets de l'influence grandissante de la Chine dan la région en général et au Sri Lanka en particulier. Devant les conséquences de l'action du nouveau gouvernement issu des élections de 2015, cette trahison avait rapidement été jugée sévèrement par les Sri Lankais. Ceci, s'est traduit en février 2018 par l'effondrement électoral de ceux qui avaient soutenu Sirisena et son alliance avec la droite au bénéfice du nouveau parti de Mahinda Rajapaksa , le SLPP associé aux partis de la gauche (ex JVP+PC+trotskistes) et d'autres partis moins significatifs.

[9]Karu Jayasurya : président du Parlement Sri Lankais, homme de droite, UNP.

[10]R.W pour Ranil Wickremesinghe, plus familièrement appelé « Ranil », ancien premier ministre du Sri Lanka.

[11]Royal Collège, école publique, St Thomas école privé sa rivale sur le modèle Oxford et Cambridge, Harvard et Yale, Laidie's College est l'établissement scolaire pour les jeunes filles de la bonne société. Ces écoles très privilégiées furent créées par les Britanniques à l'époque de la colonisation. Ils sont les établissements scolaires des enfants de l'élite. En avoir été élève vous situe socialement et immédiatement comme faisant partie des « happy few ». L'évènement social de l'année est le traditionnel match de cricket opposant Royal Collège à St. Thomas. Il existe depuis 1880.

[12]Gotabaya Rajapaksa est le frère de l'ancien Président Mahinda. Il fut secrétaire d'état à la Défense pendant la guerre. Son nom est fréquemment associé à la victoire sur les séparatistes. Il est aussi apprécié pour le rôle qu'il a joué en faveur du réaménagement de Colombo pour en faire une des villes les plus propres et les plus attrayantes d'Asie du Sud Est. Très lié a de nombreux intellectuels qu'il sollicite dans la perspective probable de sa candidature aux prochaines élections présidentielles.

[13]RAW : « Research and Intelligence Wing » service de renseignements Indien. Mis en place en 1968 sous Indira Ghandi, il sous l'autorité directe du Premier Ministre.

[14]« Mahinda Rajapaksa was President 3rd option » Newsfirst, 05/11/2018.

[15]« Temple Trees » est la résidence officielle du Premier Ministre et l'a été parfois de Présidents. Situé au cœur de Colombo dans Galle road, son vis à vis ne sont rien d'autre que les gigantesques installations de l'Ambassade US.

[16]Mahinda Rajapaksa a été Président du Sri Lankais de 2005 à 2015, précédemment il fut premier ministre. Artisan de la paix après une guerre couteuse en vies et destructions. Sa popularité est resté très forte dans le peuple tout particulièrement les plus défavorisés. Animal politique et politicien d'une grande habileté. Doué d'un grand charisme il est un nationaliste fervent, internationalement non aligné, se situant en alliance avec la gauche, il est souvent présenté comme proche de la Chine et anti occidental. Les USA et l'UE le considèrent comme leur « bête noire ». Il défend souvent des positions anti impérialistes, et s'est fait connaître par son soutien inconditionnel à Cuba et à la cause palestinienne. Ami personnel de Yasser Arafat, de Raoul Castro et de Hugo Chavez.

[17]Le Brésil et le Sri Lanka n'en ont pas moins des relations diplomatiques anciennes avec un ambassadeur dans chaque pays. Le Sri Lanka à deux ambassades en Amérique Latine : le Brésil et

Cuba dont d'ailleurs il fut le premier pays d'Asie à reconnaître en 1959 le triomphe de la révolution et se féliciter de la chute de la dictature de Batista. Le Sri Lanka a été par ailleurs un des fondateurs du Mouvement des Non Alignés aux côtés de Cuba. Dès juin 1959 Che Guevara vint à Colombo pour signer le premier accord commercial entre les deux pays.

[18]Jair Bolsonaro nouveau Président du Brésil, nostalgique de la dictature militaire, anticommuniste maladif, raciste, misogyne, homophobe.

[19]Paulo Guèdes est le fondateur du think-tank « Millenium », et de la banque d'investissement BTG Pactual. Il est un partisan fanatique des thèses ultra libérales des « Chicago boys » de Milton Friedman déjà mise en œuvre sous Reagan, Thatcher, Pinochet et les dictateurs latinos américains, avec les résultats que l'on connaît.

[20]La Société du Mont Pèlerin est une fondation tentaculaire créée aux lendemains de la 2e guerre mondiale par Friedrich Hayek et Milton Friedman initiateur de l'école de Chicago, les trop fameux « Chicago boys » connus pour leurs exactions économiques en Europe de l'Est et en Amérique Latine, avec les désastres sociaux que l'on sait. Elle donna par la suite naissance à un vaste réseau international de 500 fondations et instituts de recherche fonctionnant à travers le monde, financé par les transnationales les plus représentatives de l'oligarchie mondialiste, étroitement associés à l'administration US, à des services d'intelligence, des lobbys, et de nombreux gouvernements occidentaux pour faire la promotion du libre marché.

[21]Tamara Kunanayakam ancienne ambassadeur du Sri Lanka : « Sri Lanka sovereignty non negotiable » in « The Island », june 24, 2018

[22]Le « cornac » est le compagnon à vie, le guide, et le soigneur de l'éléphant. L'éléphant est l'animal Sri Lankais le plus populaire. La grand majorité d'entre eux vivent en liberté. De couleur verte il est le symbole du parti UNP de R.W.

[23]Déclaration de Tung-Lai Margue le 30 octobre 2018 au nom de l'Union européenne pendant la rencontre avec le Président Sirisena. Elle a menacé de manière très provocatrice de retrait du GSP+, le système de préférence commercial accordé par l'UE au Sri Lanka.

[24]« Sri Lanka's legitimate Finance Minister explain economic fallout... »Colombo Telegraph, 05/11/2018

[25]« US and Japan freeze development aid » Newsfirst, 04/11/2018

[26]Samantha Powers : ancien ambassadeur US et représentante permanente à New York à l'ONU. Elle fait partie du premier cercle intellectuel autour de Barack Obama. Elle est très impliquée sur le dossier Sri Lankais. Elle s'est fait connaître par son livre « A problem from hell : America and the age of genocide » prix Pulitzer 2003.

[27]« UN envoys meet Sri Lanka prez. »Business Standard, 31/10/2018

[28]Jeremy Hunt est le nouveau ministre britannique des affaires étrangères. « Britain, observing Sri Lanka developments with concern » Financial Times, 31/10/2018

[29]« Lord Naseby : M'R appointment is legitimate » Newsfirst, 07/11/2018

[30]« Why political crisis in Sri Lanka is bad news for India », Times of India, 29/10/2018. Il faut noter que quelques semaines avant ces évènements le premier ministre de l'Inde Narendra Modi avait

rencontré successivement Mahinda Rajapaksa, R.W et Sirisena.

[31]« Face the Nation » Tamara Kunanayakam sur la chaine de télévision Newsfirst, 07/11/2018

[32]« Chinese ambassador calls on Mahinda and Ranil »,

Adaderena, 27/10/2018

[33]Après l'élection présidentielle de janvier 2015, appliquant l'accord secret convenu entre lui et l'alliance anti-Mahinda Rajapaksa, le nouveau président Sirisena avait imposé comme premier Ministre Ranil Wrikmasinghe de l'UNP, bien que celui-ci ne disposait que d'une minorité de 46 sièges, contraignant au départ sous la pression le premier Ministre D.M Jayaratne qui lui disposait de 144 sièges.

[34]Al Jazera a été jusqu'à organisé un débat télévisé sur « Sri Lanka : on the path to dictatorship » 31/10/2018 avec 3 comparses dont Alain Keenan du Crisis group. Voir l'article « Al Jazera a tool of the west » de Shenali Waduge. Lankaweb, 08/11/2018.

[35]« Avis de tempête sur le Mouvement des Non-Alignés » Jean-Pierre Page, Investig'Action, 30/04/2015

[36]TNA : parti régionaliste Tamoul, représentatif des intérêts de la bourgeoisie des provinces Nord et Est. Longtemps considéré comme le paravent parlementaire du mouvement séparatiste des Tigres du LTTE que le TNA considérait comme le seul représentant des aspirations nationales des Tamouls. Parti soutenu activement par le gouvernement de droite du Tamil Nadu en Inde et les Occidentaux. Il dispose de 16 députés au Parlement, mais vient d'éclater avec la constitution d'une nouvelle force politique radicale séparatiste, proche du LTTE.

[37]JVP « The people's liberation Front » qui se réclame du marxisme léninisme, mais qui soutient R.W et son gouvernement pro occidental. Rejeté par la gauche (PC+ trotskistes) qui le considère comme corrompu et manipulé par UNP et des services de renseignements étrangers. Dispose de 6 députés au Parlement.

[38]« The crisis in Sri Lanka- invented by western medias » Dr.Palitha Kohona- ancien ambassadeur, International Press Syndicate, 05/11/2018

[39]« UNP to go to supreme court » Mangala Samaraweera ancien ministre des Affaires Etrangères , puis de l'Economie a considéré que Sirisena est un tyran, un fou ! « On pensait avec Sirisena avoir élu un nouveau Mandela, il ne fut qu'un Robert Mugabe, ce fou dangereux ancien président du Zimbabwe ».

[40]Jayawardena décida unilatéralement sans élections de prolonger la vie du Parlement parce qu'il y disposait d'une majorité.

[41]Chandrika Kumaratunga, ancienne présidente Sri Lankaise, fille de S.W.R.D Bandanaraike l'ancien premier Ministre assassiné en 1956 et de Sirimavo son épouse, la première femme chef d'état au monde connue comme une des fondatrice du Mouvement des Non Alignés. Chandrika en 2004, annonça qu'elle changeait de premier ministre alors que celui-ci sortait de la Maison Blanche après un entretien avec Georges Bush. Il s'agissait déjà de Ranil Wickemensinghe, elle le remplaça par Mahinda Rajapaksa qui devint Président un an plus tard.

[42]« Craintes d'un bain de sang au Sri Lanka » Euronews, 29/10/2018

[43]Le Ministre et son garde du corps ont été arrêtés, emprisonnés puis libérés sous caution. Une instruction est engagée contre eux. On n'en a dit aucun mot dans les médias.

[44]« Otpor », est un mouvement instigateur des révolutions de couleur, il met en pratique les théories de Gene Sharp. A joué un rôle dans le changement de régime en Serbie, pendant le printemps arabe. Financé par l'administration US et des fondations comme celle de Georges Soros. Lire sur le sujet « Arabesques » de Ahmed Bensaada, Investig'action 2015

[45]« Black July », le 24 juillet 1983 le gouvernement du Président Jayewardene pour faire diversion manipule l'opinion, excite et mobilise des gangs, des mercenaires s'assure du laissez faire de la police, le bilan en sera plusieurs milliers de morts, 8000 maisons et 5000 magasins brûlés plus de 200 000 sans abris, des destructions innombrables. De nombreux Tamouls feront le choix de l'immigration. Cet acte criminel offrira l'occasion aux séparatistes du LTTE de justifier leurs actions tout aussi criminelles.

[46]Les Sri Lankais l'ont affublé du titre de « loser ». De toute sa carrière il n'a jamais en plus de 40 ans de carrière politique gagnée une élection, par contre il en a perdu 29. Seules les alliances de circonstance lui ont permis d'accéder au pouvoir.

[47]R.W : Ranil Wrichamasinghe Premier Ministre Sri Lankais déposé le 26 octobre 2018. Il était en poste depuis 2015 par le résultat d'un complot et d'une pression internationale en faveur d'un changement de régime voulu et organisé depuis la fin de la guerre en 2009 par les occidentaux contre le président Mahinda Rajapaksa.

[48]Les dissensions internes à l'UNP étant nombreuses, R.W étant fortement contesté depuis des années par son obsession de pouvoir. Il est vraisemblable que la situation nouvelle va relancer les batailles dans l'appareil du parti.

[49]La dette du Sri Lanka est pour l'essentiel due aux institutions financières internationales, au FMI et aux pays occidentaux. La dette en augmentation constante s'élèverait à 65 milliards de roupies. Contrairement à ce que les médias affirment la Chine ne représente que 10% de cette dette qui globalement. Les principaux partenaires commerciaux du Sri Lanka sont les Etats Unis, l'Union Européenne, le Japon, l'Inde et la Chine.

[50]Le parti de Ranil Wrickamensinghe est l'UNP, il est en alliance au sein de l'UNFGG avec un parti régionaliste tamoule, un parti musulman financé par les monarchies pétrolières, il bénéficie du soutien politique du JVP qui se réclame dans sa rhétorique du marxisme léninisme, du TNA autre parti Tamoul du Nord et l'Est longtemps présenté comme ayant été la vitrine du mouvement séparatiste LTTE.

[51]Mot d'ordre défendu par un allié pittoresque de l'UNP, l'ex-trotskiste Vrikramabahu Karunaratne, dont le parti se résume à lui même. Hier, supporter du LTTE, aujourd'hui de Ranil Wrickemsighe

[52]Le port et l'aéroport d'Hambantota sont devenus des enjeux géopolitiques. Ces mégas projets construits par les Chinois se situent au sud du Sri Lanka sur l'un des corridors maritime les plus importants au Monde, lien naturel entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie. Les Chinois en assurent le fonctionnement tout comme celui de la zone économique spéciale. Les Américains ont exigé en retour le contrôle du Port de Trincomalee, plus grand port en eau profonde de l'Asie. En compensation les Indiens inquiets de voir les Chinois disposant d'un port pouvant servir à des usages militaires ont récupéré l'Aéroport de Matala qui se trouve à proximité.

[53]« Bond scam II Sri Lanka's biggest cover up » newfirst, 09/08/2018. Le nouveau gouvernement a immédiatement annoncé qu'il engageait la procédure d'extradition de Mahendran.

[54]La roupie est flottante ! Depuis janvier elle a perdu plus de 12,5% de sa valeur par rapport au dollar US.

[55]Jusqu'en 2015, la croissance Sri Lankaise était la seconde en Asie derrière la Chine.

[56]« Dole » est une multinationale US. Elle est le plus grand producteur de fruits et légumes au monde, implanté dans 90 pays. Son revenu annuel est évalué à 4,5 milliards de dollars US (2016). Elle dispose aussi d'une flotte maritime.

[57]Au point de voir son ex-ministre des Affaires Etrangères Mangala Samaraweera considérer le non-alignement comme un concept dorénavant obsolète !

[58]John Kerry, secrétaire d'état de Barack Obama de 2013 à 2017. « John Kerry praises Sri Lanka on reforms and pledge renew ties... », The Guardian, 02/05/2015

[59]« Le fardeau de l'homme blanc » (The White Man's burden) Rudyard Kipling, 1899

[60]« Sri Lanka, independant republic, to vassal state » Tamara Kunanyakam, The Island, 03/04/2018

[61]Conseil des droits de l'homme de l'ONU, résolution 30/1 sur le Sri Lanka du 02/10/2015.

[62]« Constitution making, an American project », Tamara Kunanayakam, The Island, 07/09/2017.

[63]Le détroit de Malacca entre Malaisie et Indonésie, très étroit et un des corridors maritimes stratégiques les plus important du monde

[64]Trincomalee, plus grand port en eau profonde de l'Asie du Sud Est. Occupé pendant la 2eme guerre mondiale par la marine britannique, bombardé par les Japonais. Les Tigres du LTTE séparatiste en avaient proposé l'utilisation aux Etats-Unis. L'Inde souhaite également s'accaparer d'une partie des installations, elle en négociait actuellement les conditions avec le gouvernement de R.W, après avoir récupéré l'aéroport de Mattala a proximité du Port d'Hambatota cédé à la Chine par le gouvernement de droite avec un bail de 99 ans. L'Inde veut également récupérer une partie des installations portuaires de Colombo. Elles lui ont été promises par R.W juste avant sa chute, sans consultations du gouvernement ou du Président

[65]« 2018 National Defence Strategy Program »

<https://dod.defense.gov/Portals/1/.../2018-National-Defense-Strategy-Summary.pdf>

[66]Ces deux organisations aux moyens financiers considérables, associés au NED(National Endowment for Democracy) on fait du Sri Lanka une priorité de leur action en Asie.

[67]Georges Soros dans ses propos accorde une grande importance au Sri Lanka. Il fut d'ailleurs le premier invité de notoriété par R.W, et même bien avant le secrétaire d'état US de l'époque John Kerry.

[68] Les représentants d' «Atlas» et «Advocata» siègent dans des bureaux mitoyens à ceux du Premier ministre, du Ministre de l'économie et du Président. La tête pensante de ce réseau international est Razeenn Sally membre influent de la SMP

[69]Lire « Néolibéralisme contre souveraineté » le cas du Sri Lanka, une étude de Tamara Kunanayakam, La pensée libre, novembre 2018

[70]« The FIRM » the inside story of McKinsey par Duff McDonald, A Oneworld book, London 2014. McKinsey est la plus grande entreprise mondiale de consultants en« management ».

[71]Le Sri Lanka a été avec l’Egypte de Nasser, la Yougoslavie de Tito, l’Indonésie de Soekarno, l’Inde de Nehru, le Ghana de Nkrumah un des pays fondateurs du Mouvement des Non alignés.

[72]« Eliya » signifie la lumière, et « Viyathmaga » signifie : « les chemins de la connaissance », cette dernière fonctionne comme un Think Tank.

[73]« President Mathiripala Sirisena special statment to the nation » Daly Mirror 12/11/2018

[74]« Constitutional crisis, 28 billions of roupies flees Sri Lanka in two weeks » Lanka Business on Line, 09/11/2018

[75]Lire et écouter le remarquable discours sur les priorités et la lutte contre la corruption du nouveau Président Pakistanais Imran Khan à l’Ecole Centrale du PCC, Pékin, novembre 2018

[76]Lire dans « La Pensée libre » une série d’études sur le Sri Lanka, notamment « Qui sont nos amis, qui sont nos ennemis » de Jean-Pierre Page-17/07/2011, « Entretien

avec Jean-Pierre Page sur le Sri Lanka » 18/07/2011 et « Les années Rajapaksa entre triomphe et désastre » 08/04/2016, « Le retour de Darusmann, rapport de Navi Pilay sur le Sri Lanka »-03/06/2013 de Tamara Kunanayakam.

[77]Le Sri Lanka a été colonisé pendant 450 ans par les Portugais, les Hollandais, puis enfin les Britanniques.

[78]Sur 340 collectivités locales 239 ont été gagnées par le SLPP et ses alliés.

[79]Mangala Samaraweera est l’ex Ministre de l’économie des finances et des médias, entendez par là : la propagande officielle. Ancien Ministre des affaires étrangères, il est celui qui a accepté les conditions imposées unilatéralement par les USA à la Commission des droits de l’homme de l’ONU à Genève en 2015. Il est connu pour ses relations étroites avec le département d’état d’Hillary Clinton qu’il a soutenu face à Trump, et le premier cercle de Barack Obama comme Samantha Powers, Tom Malinowski ancien dirigeant de Human Rights Watch, Nisha Biswal et plusieurs Fondations dirigés par les néoconservateurs US comme « l’Heritage Foundation » .

[80]« The joint opposition » J.O rassemble le SLPP de Mahinda Rajapaksa et plusieurs formations de gauche dont le MEP scission dans les années 70 du LSSP (troskiste affilié à la 4^einternationale), du PC, du LSSP, du Democratic left Front de Vassudeva Nanayakara (ex LSSP, troskiste) et du National Freedom Front de Wimal Wirawensa, résultat d’une scission du JVP.

[81]UNP : United National Party, le parti de Ranil Wickremesinghe

[82]« PM no-confidence vote and yahapalanayas’ divided loyalties », Daly Mirror 28/03/2018

[83]Wassenta Senanayake : dirigeant de l’UNP, ancien Ministre d’état aux affaires étrangères dans le gouvernement de R.W est aujourd’hui Ministre du Tourisme et de l’environnement dans le nouveau gouvernement de Mahinda Rajapaksa. Il est un des héritiers politiques de D.S Sennayake, un des fondateurs de l’UNP, « le père de la nation » qui fut son arrière grand père et le premier « premier ministre » du Sri Lanka . « Daily Mirror ». 26 octobre 2018

[84]« International community continue to weigh on Sri Lanka » Newsfist, 09/11/2018

[85]« Western nations displeased by President Sirisena action » Newfirst, 09/11/2018

[86]Le B.J.P est le parti au pouvoir du Premier ministre Narendra Modi.

[87]Interview de Chandrika Kumaratunga à Time Magazine : « Q : Qu'elle était votre raison de convoquer des élections générales ? R : J'y étais obligé car il y avait une véritable rupture dans la cohabitation gouvernementale entre R.W et moi. Il me harcelait et me mettait à l'écart. Il avait une seule et unique obsession : il voulait devenir Président. Il se moquait de ce qu'il arriverait au pays. Nous étions dans une impasse ! La seule solution qui me restait était de consulter le peuple pour qu'il me donne un mandat clair » Alex Perry, pour Time magazine 29/03/2004

[88]« Sri Lanka : An urgent case for conflict prevention », Jeffrey Feltman Brookings Institution, 31/10/2018. Voir également « Is the government playing good cop bad cop ? » Lasanda Kurukulasuriya, Daily Mirror, 25/07/2017

[89]Jeffrey Feltman, ambassadeur au Liban et dans différents endroits sensibles dans le monde. Il a été sous secrétaire d'état pour le Proche Orient. Puis secrétaire général adjoint de l'ONU pour les affaires politiques, c'est à dire le poste le plus important dans la hiérarchie onusienne. Il est lié à Samantha Powers, Susan Rice, Victoria Nuland par ailleurs épouse de Robert Kagan.

[90]Le Brookings Institution est une Fondation considéré comme plus important Centre de recherche et d'études de politique internationale. Souvent associé au rôle et à l'influence des néoconservateurs US comme Robert Kagan, William Kristol, Wolfowitz, Richard Perle.

[91]Karl Marx- Friedrich Engels L'idéologie allemande, 1846

[92]Pierre Victurnien Vergniaud(1753-1793) et Elisée de Loustalot(1762-1790)

[93]Tamara Kunanayakam : est ancienne ambassadeur à Cuba, au Vatican et Représentante Permanente du Sri Lanka à Genève auprès des Nations Unies, Présidente et rapporteur du Groupe de Travail Intergouvernemental de l'ONU sur le Droit au Développement.

[94]Voir Taming the Tamil Tigers: From Here in the U.S., The FBI, 01/10/08, https://archives.fbi.gov/archives/news/stories/2008/january/tamil_tigers011008

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Jean-Pierre Page](#), Mondialisation.ca, 2018

Articles Par : [Jean-Pierre Page](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer

la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca